Une retraite de misère après une vie de galère

Les dirigeants français, par l'intermédiaire du Premier Ministre Edouard Philippe, ont annoncé le 11 décembre le contenu de leur projet de réforme des retraites malgré son rejet massif par la société française. Bien qu'édulcoré en raison de la très forte mobilisation populaire depuis le 5 décembre dernier, le fond du projet demeure en l'état et conduira inévitablement à un appauvrissement généralisé des futurs retraités.

Les conséquences du nouveau système de retraites sont les suivantes :

- **L' « âge d'équilibre » ou âge pivot : travailler plus pour gagner moins**
Fixé à 64 ans avec un système de bonus-malus, cela signifie que les salariés devront travailler en moyenne plus longtemps pour obtenir leurs pensions complètes. Cette mesure dite « paramétrique », inacceptable même pour les syndicats les plus modérés, est le moyen imaginé par le pouvoir pour pressurer davantage les salariés et futurs retraités.
- **Le système par point ou la double peine**
En instaurant une retraite par point en lieu et place du calcul trimestriel, le nouveau système fait reposer les pensions sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les meilleures années ou les 6 derniers mois. Ceci conduit mécaniquement à une baisse significative de l'ensemble des pensions estimée entre 25 et 44 % selon les métiers. D'autre part, et malgré les assurances purement verbales apportées par le Premier ministre, rien ne garantit que les gouvernements à venir ne reverront pas à la baisse la valeur du point comme ce fut le cas par trois fois en Suède depuis 14 ans.
- **La clause du « grand frère » : le sacrifice des jeunes générations**
Le gouvernement a fait le choix de faire porter l'effort de réduction des dépenses aux jeunes générations, celles nées après 1975. Ne pouvant étendre son système à l'ensemble des travailleurs en raison de la très forte contestation sociale, le pouvoir veut imposer son « système universel » à la moitié des actifs actuels. Effectivement universel en ce sens qu'à terme la pauvreté sera assurée pour tous ! D'autre part, les architectes de ce système espéraient diviser le mouvement en opposant les différentes générations. Le pouvoir a tablé sur l'égoïsme mais le mouvement social est en train de lui montrer que les solidarités intergénérationnelles sont plus fortes !
- **La pension minimale à 1000 euros ou la misère érigée en norme**
Le gouvernement et ses idéologues médiatiques nous vantent en permanence les mérites d'un système où les retraités qui auront travaillé au SMIC une carrière complète percevront au minimum 1000 euros. Cette mesure n'est rien moins qu'une misère ajoutée à la misère ! Peut-on vivre décemment avec une telle somme quand on sait qu'elle est inférieure au seuil de pauvreté (1065 euros après impôts en 2018) ?

Les raisons du maintien d'une réforme aussi impopulaire sont les suivantes :

- Cette réforme des retraites permettra de faire des économies sur le montant global destiné aux retraites. Si le déficit du régime des retraites est en partie liée aux exonérations des cotisations patronales, les économies réalisées grâce au nouveau système permettront de justifier en retour une nouvelle baisse de la contribution patronale. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une nouvelle distribution de la richesse nationale en faveur des entreprises. Rien d'étonnant à cela que le MEDEF soutienne corps et âme ce nouveau dispositif !
- La baisse des pensions induite par le nouveau système ouvrira la porte à la généralisation de la retraite par capitalisation. Banques, assurances et fonds de pension s'en frottent déjà les mains. Encore une fois, il s'agit d'une réforme pensée pour les riches et les nantis de ce pays !

**RDV AG interprofessionnelle à 11h Salle municipale de Saige (Allée des Mimosas-Pessac)
Travailleurs de tous les secteurs, restons unis et mobilisés jusqu'au retrait total de cette réforme !**